



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 10 40, F +41 26 305 10 48
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

Département fédéral des affaires étrangères
Direction du droit international public
M. Christoph Spenlé
Palais fédéral Nord
3003 Berne

Fribourg, le 21 août 2012


Rapport combiné valant 7^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} rapports périodiques de la Suisse au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) – Projet de réponse à la procédure de consultation

Monsieur,


Nous nous référons à la lettre du 20 juillet 2012 du Directeur de la Direction du droit international public du Département fédéral des affaires étrangères relative à l'objet cité en titre et vous remercions de nous avoir consultés. Vous trouverez nos observations dans le questionnaire sous forme de tableau en annexe.

Nous vous prions de croire, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Au nom du Conseil d'Etat:


Georges Godel
Président




Danielle Gagnaux
Chancelière d'Etat

Annexe
—
Mentionnée



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Bureau de l'intégration des migrant-e-s et de la prévention du racisme IMR
Fachstelle für die Integration der Migrantinnen und für Rassismusrprävention IMR

Grand-Rue 26, 1700 Fribourg

T +41 26 305 14 85, F +41 26 305 14 08
www.fr.ch/integration

Fribourg, le 13 août 2012

Rapport combiné valant septième, huitième et neuvième rapports périodiques de la Suisse au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD)

Réponse à la procédure de consultation

1. Introduction

Dans le cadre de sa politique d'intégration et de prévention du racisme, le canton de Fribourg souligne l'importance d'effectuer un travail de proximité, en étroite collaboration avec les acteurs du terrain. Chaque année, le Conseil d'Etat définit les buts et les priorités de la politique cantonale en matière d'intégration et de la prévention du racisme.

Dans la période d'août 2008 à décembre 2011, le développement de la politique d'intégration et de la prévention du racisme fribourgeoise a été marqué par l'adoption l'adoption de la Loi sur l'intégration des migrants et des migrantes et la prévention du racisme (LInt) le 24 mars 2011. La LInt est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012, instituant le Bureau de l'intégration des migrant-e-s et de la prévention du racisme (IMR) qui fait partie du Secrétariat général de la Direction de la sécurité et de la justice (DSJ).

2. Mesures de prévention du racisme et des discriminations dans le canton de Fribourg

Nous avons complété le questionnaire sous forme de tableau proposé par le DFAE. Ce tableau fournit un aperçu des principales mesures de prévention du racisme et des discriminations réalisées d'août 2008 à décembre 2011 dans le canton de Fribourg.

Chapitre	Thématiques	Mesures
1 ^{re} partie, chap. 2.6	<i>Amendements des constitutions cantonales concernant les discriminations et le racisme</i>	<ul style="list-style-type: none"> > Adoption de la Loi cantonale sur l'intégration des migrants et des migrantes et la prévention du racisme (LInt) au 24 mars 2011 : http://bdlf.fr.ch/frontend/versions/2165?locale=fr
1 ^{re} partie, chapitre 3.2.2	<i>Dernières évolutions relatives aux communautés religieuses</i>	<ul style="list-style-type: none"> > Communiqué de presse du Conseil d'Etat fribourgeois suite à l'acceptation de l'initiative sur l'interdiction des minarets en 2009 : http://www.fr.ch/imr/fr/pub/actualites.cfm?fuseaction_pre=Detail&NewsID=20774 > Postulat P 2074.10 de Roche / Thévoz demandant au Conseil d'Etat un rapport sur l'évolution des communautés religieuses et des rapports entre elles dans le canton. Le postulat ayant été accepté, le Conseil d'Etat a chargé la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) d'établir ce rapport. Le mandat de recherche a été attribué à Jean-François Mayer, Directeur de l'Institut Religioscope (postulat : http://appl.fr.ch/friactu_inter/handler.aspx?fid=4062) > Publication de la brochure « Diversité religieuse et culturelle à l'école » le 20 septembre 2010 : http://www.fr.ch/dics/files/pdf23/diversite_a_l_ecole.pdf > Première journée de la Commission cantonale pour l'intégration des migrant-e-s et la prévention du racisme (CMR) du 28 mai 2011 traitant des appartenances religieuses : http://www.fr.ch/imr/fr/pub/actualites.cfm?fuseaction_pre=Detail&NewsID=38140
1 ^{re} partie, chap. 3.4.3	<i>Prises de position cantonales et communales et activités contre le racisme</i>	<ul style="list-style-type: none"> > Réalisation annuelle de l'exposition « Moi, raciste ?! » par la Croix-Rouge Jeunesse fribourgeoise : http://www.fr.ch/imr/fr/pub/campagnes/moi_raciste.htm > Communiqué de presse du Conseil d'Etat fribourgeois suite à l'acceptation de l'initiative sur l'interdiction des minarets en 2009 : http://www.fr.ch/imr/fr/pub/actualites.cfm?fuseaction_pre=Detail&NewsID=20774

		<p>> Mise au concours et attribution du premier Prix « Migration et emploi » remis le 21 mars 2011 : http://www.fr.ch/imr/fr/pub/cmr/prix.htm</p> <p>> Collaboration avec les autres cantons romands et le Tessin en vue de la réalisation d'une « Semaine latine contre le racisme » réalisée en mars 2012. Le projet s'est traduit par un communiqué de presse commun, une campagne d'affichage dans l'espace public et une campagne dans les médias sociaux : http://www.fr.ch/imr/fr/pub/campagnes/semainecontrelracisme_2012.htm</p> <p>> Pas de mesure spécifique à signaler</p>
2 ^e partie, chap. 5.4.9	<i>Dernières évolutions relatives à la liberté de réunion</i>	<p>> Mesures d'encouragement dans le domaine préscolaire proposées par l'Association Education Familiale : http://www.educationfamiliale.ch/fr/education-familiale.html</p>
2 ^e partie, chap. 5.5.5 ; 2 ^e partie, chap. 7.1	<i>Dernières évolutions relatives à l'instruction et à la formation</i>	<p>> Projet-pilote chèque-formation en 2011 : Suite à l'acceptation de la motion Ganoz-Siggen en 2008, le Conseil d'Etat a soutenu la mise en place d'un projet-pilote appelé à introduire un chèque-formation pour les personnes faiblement qualifiées : http://www.fr.ch/sopfa/fr/pub/commission_formation_adultes/cheque_formation.htm</p>
2 ^e partie, chap. 5.5.3	<i>Droit au logement : mesures prises dans les cantons / communes. Evolution de la pratique judiciaire</i>	<p>> Accueil extrascolaire : adoption et entrée en vigueur d'une nouvelle législation sur les structures d'accueil extrafamilial de jour en 2011 ayant notamment pour objectifs de mieux connaître les besoins, d'étendre l'offre et de rendre les prestations financièrement plus accessibles : http://bdlf.fr.ch/frontend/versions/2204 ; mise en oeuvre de la loi cantonale sur l'enfance et la jeunesse : http://bdlf.fr.ch/frontend/versions/1139</p> <p>> Pas de mesure spécifique à signaler</p>

2^e partie,
chap. 5.5.4

*Dernières évolutions concernant l'aide
d'urgence, l'aide sociale, les autres prestations
en amont des mesures cantonales en lien avec le
rapport du CERD*

- > Concernant le droit aux soins médicaux publics et au suivi médical :
 - > Ce droit est garanti dans la loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (LASoc) pour toutes les personnes résidant dans la canton, y compris les personnes dites sans-papiers (sans domicile légal, art. 8 LASoc). On citera comme bonne pratique la prise en charge de ces personnes par Fri-Santé.
 - > Concernant les personnes requérantes d'asile déboutées ou sous le coup d'une décision de non-entrée en matière, elles sont toutes affiliées à la caisse-maladie. Les entrées en vigueur de la loi révisée du 26 juin 1998 sur l'asile (LAsi) au 1^{er} janvier 2008 et l'ordonnance du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie (OAMal) au 1^{er} août 2011 n'ont donc pas modifié la pratique cantonale.
 - > Concernant la résorption des inégalités sociales de santé par une bonne intégration, je précise que la Confédération ne prend pas cet aspect en compte dans la politique fédérale d'intégration et que les subventions fédérales octroyées aux services d'interpréariat socioculturel, pourtant pierre angulaire d'un accès égal aux soins, ont été supprimées pendant la période sous revue.

- > Concernant le droit à la sécurité sociale et aux services sociaux :
 - > L'accès aux services sociaux est garanti par la LASoc. La prise en compte des groupes les plus vulnérables est également garantie, notamment par l'instauration de services sociaux spécialisés (par exemple le service social du Tremplin dans le domaine de la toxicodépendance).
 - > Dans le canton de Fribourg, les personnes requérantes d'asile déboutées ou sous le coup d'une décision de non-entrée en matière ont droit à une aide d'urgence financière individualisée. Pendant la période sous revue mentionnée dans le Rapport, les normes d'aide sociale pour les personnes relevant de l'asile ont été modifiées à deux reprises (1^{er} avril 2009 et 1^{er} octobre 2011). Ces normes garantissent les principes énoncés ci-dessus.

<p>2^e partie, chap. 5.6</p>	<p><i>Dernières évolutions en matière de droit d'accès aux lieux et aux services publics</i></p>	<p>> Campagne de sensibilisation contre les mariages forcés (MF) et les mutilations génitales féminines (MGF) de 2010 à 2012 : La campagne visait à former les professionnel-le-s dans les domaines santé, éducation, social, judiciaire et police : http://www.fr.ch/imr/fr/pub/campagnes/mgf.htm</p> <p>> Formation continue en 2011 à l'attention des administrations communales thématissant l'accueil des personnes nouvellement arrivées : http://www.fr.ch/imr/fr/pub/promotion_integration/accueil_communes.htm</p> <p>> Projet-pilote chèque-formation en 2011 : Suite à l'acceptation de la motion Ganoz-Siggen en 2008, le Conseil d'Etat a soutenu la mise en place d'un projet-pilote appelé à introduire un chèque-formation pour les personnes faiblement qualifiées : http://www.fr.ch/sopfa/fr/pub/commission_formation_adultes/cheque_formation.htm</p> <p>> Mise au concours et attribution du premier Prix « Migration et emploi » en mars 2011 : http://www.fr.ch/imr/fr/pub/cmr/prix.htm</p>
<p>2^e partie, chap. 7.2.4</p>	<p><i>Études, publications et congrès sur le racisme / la discrimination</i></p>	<p>> Projet-pilote « Communes sympas » de 2011 à 2012 : Ce projet visait à promouvoir l'égalité des chances et la participation au niveau communal. http://www.fr.ch/imr/fr/pub/communes_sympas.htm</p> <p>> Colloque « Mariages forcés – mariages arrangés » du 18 juin 2010 : http://www.fr.ch/imr/fr/pub/actualites.cfm?fuseaction_pre=Detail&NewsID=35681</p> <p>> Première journée de la Commission pour l'intégration des migrant-e-s et contre le racisme (CMR) du 28 mai 2011 traitant des appartenances religieuses : http://www.fr.ch/imr/fr/pub/actualites.cfm?fuseaction_pre=Detail&NewsID=38140</p>
<p>3^e partie, chap. 1.3.</p>	<p><i>Dernières évolutions en matière de naturalisation</i></p>	<p>> Constitution du sous-groupe « Naturalisation » en 2012 dans le cadre de la Commission pour l'intégration des migrant-e-s et contre le racisme (CMR).</p>